



COUNCIL OF
ELIZABETH FRY SOCIETIES
OF ONTARIO

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Enquête sur la mort de Delilah Blair : le chagrin et l'indignation ne suffisent pas

Windsor (Ontario), le 23 juin 2022 – La crise des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées est inextricablement liée à leur criminalisation et leur incarcération excessives par l'État canadien. En début de semaine, une enquête a été ouverte sur la mort de Delilah Blair, une femme autochtone de 30 ans qui est morte pendant son incarcération au Centre de détention du Sud-Ouest. Cette tragédie met encore en évidence le lien entre ces crises et rappelle à tous les paliers de gouvernement qu'ils doivent agir immédiatement.

Les femmes autochtones représentent aujourd'hui 50 % de toutes les femmes purgeant une peine fédérale, selon le Bureau de l'enquêteur correctionnel. Le nombre de femmes et de personnes autochtones de tous genres incarcérées continue d'augmenter, alors même que la population carcérale sous régime fédéral diminue. L'incarcération excessive persistante des Autochtones, en particulier celle des femmes, fait partie de la réalité coloniale et génocidaire, passée et présente, de l'État canadien.

« Nous avons lu les rapports et entendu les promesses du gouvernement ; il est maintenant temps d'agir. Il ne suffit pas d'exprimer son chagrin et son indignation. Un véritable changement s'impose », a déclaré Emilie Coyle, directrice générale de l'Association canadienne des Sociétés Elizabeth Fry (ACSEF).

L'ACSEF s'efforce de remédier à la déshumanisation et à l'exclusion sociale persistantes des femmes et des personnes de diverses identités de genre criminalisées. Elle surveille notamment les conditions de détention dans les pénitenciers fédéraux dits pour femmes. Emilie Coyle s'est rendue aujourd'hui à Windsor ; l'ACSEF et le Conseil des Sociétés Elizabeth Fry de l'Ontario (CEFSO) ont qualité pour agir dans cette enquête. Le CEFSO représente les huit Sociétés Elizabeth Fry de l'Ontario et surveille les conditions de détention dans les prisons provinciales dites pour femmes. L'enquête est directement liée à la mission du CEFSO et de l'ACSEF : soutenir et défendre les femmes et les personnes de diverses identités de genre criminalisées, et travailler à l'avènement d'un monde sans prisons, avec des communautés solides disposant de ressources suffisantes.

Lorsqu'une personne meurt en détention, une enquête est automatiquement déclenchée en vertu de la *Loi sur les coroners*. L'enquête a commencé le 20 juin 2022 et doit durer jusqu'au 30 juin 2022. L'objectif de l'enquête est de déterminer les circonstances de la mort et de formuler des recommandations afin d'empêcher qu'un décès similaire se reproduise. Les recommandations ne sont pas contraignantes. Elles ont néanmoins un poids moral et, si elles sont mises en œuvre, elles peuvent conduire à un changement systémique important et à une réduction des méfaits.

« Nous avons appris que Delilah Blair est morte alors qu'elle attendait le prononcé de sa peine et qu'elle n'avait pas été autorisée à voir sa famille. Cela est inacceptable et injuste. Il faut que toutes les personnes travaillant dans le système de justice pénale fassent de leur mieux pour que les personnes, en particulier



ACSEF
Association canadienne des sociétés Elizabeth Fry



**COUNCIL OF
ELIZABETH FRY SOCIETIES
OF ONTARIO**

les femmes autochtones, ne finissent pas derrière les barreaux, mais qu'elles puissent au contraire rentrer chez elles, dans leur famille, dans des espaces où elles peuvent guérir », a déclaré Cory Roslyn, présidente du CEFSO et directrice générale de la Société Elizabeth Fry du nord-est de l'Ontario.

Pour tout commentaire :

Emily Lam
Avocate de l'ACSEF et du CEFSO
elam@kastnerlam.com
416 655-3044 x 810

Akosua Matthews
Avocate de l'ACSEF et du CEFSO
amatthews@kastnerlam.com
416 655-3044 x 814